

Soixante ans plus tard

La rédaction

Number 325, Fall 2019

60 ans de luttes et d'idées. 1. Une révolution fragile

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/91828ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

La rédaction (2019). Soixante ans plus tard. *Liberté*, (325), 41–42.

**SOIXANTE
ANS**

**DE
LUTTES
ET D'IDÉES**

1

Une révolution fragile

Soixante ans plus tard...

Le soixantième anniversaire de *Liberté* nous apparaît comme un excellent prétexte pour faire, à notre manière, une radiographie du débat d'idées au Québec, tout en revisitant l'héritage intellectuel et littéraire qui s'est constitué dans nos pages, au fil du temps. Après tout, non seulement la revue atteindra bientôt l'âge vénérable requis pour réclamer son chèque de la Régie des rentes – peu de périodiques chez nous cumulent autant d'années de publication –, mais sa fondation coïncide avec un moment tout particulier de l'histoire moderne du Québec.

Le premier numéro de *Liberté* paraît en 1959, alors que la société québécoise est à la croisée des chemins. Le bouillonnement intellectuel, politique et artistique est incontestable : nous nous tenons dans l'âtre de la Révolution tranquille, et cela suscite autant de questionnements et de tiraillements que d'enthousiasme. À sa fondation, notons que *Liberté* n'a pas d'engagement politique particulier. L'éditorial qui ouvre le tout premier numéro stipule clairement que « la revue en tant que revue n'a pas à s'engager de quelque manière que ce soit ». Hubert Aquin écrit qu'il ne s'agit pas tant de défendre une posture, une idée en particulier, que d'en passer « le plus grand nombre au crible ». *Liberté* s'engage d'abord à défendre l'autonomie, l'indépendance d'esprit, à résister à l'instrumentalisation de la création et à l'embrigadement de l'artiste, admettant toutefois la nécessité d'agir dans la société.

Lors de notre première réunion en vue de préparer les numéros du soixantième, la question que nous avons lancée pour stimuler la réflexion était toute simple : depuis l'époque de la fondation de *Liberté*, qu'a-t-on gagné et qu'a-t-on perdu ? C'est en ce sens que nous proposons ici de poser un regard critique sur le passé pour mieux évaluer le présent, et vice versa. Quelles promesses ont été tenues, et lesquelles ont été reniées ? Quels combats ont abouti, et lesquels se sont enlisés, ont été abandonnés en cours de route ? Les paramètres de la lutte ont-ils changé et si oui, comment ? Ces questionnements sont à déployer autant sur le terrain de l'art que sur celui du politique.

Ce numéro, le premier de deux volumes, présente un aspect non définitif. Nous n'avons aucune prétention à l'exhaustivité, et tentons plutôt de traduire un mouvement, d'amorcer un dialogue au sujet des avancées comme des reculs et des « pas de côté ». Si, au départ, nous voulions réfléchir à la question des gains et des pertes, le déploiement des textes brouille largement ces catégories, en renégociant l'histoire suivant des axes multiples. Nous réinterrogeons et recontextualisons continuellement le lieu d'où l'on parle. Ainsi, la revue elle-même n'est pas le

point focal des réflexions proposées ici, mais elle apparaît en quelque sorte comme une maison, comme un espace d'exception et de contagion, un lieu de relais, où les générations se succèdent. Toujours, nous nous posons cette question : comment l'habiter, cette maison, et avec qui ? Qui manque à l'appel, qui n'est pas encore arrivé ?

L'exercice tombe à point puisqu'en 2019, le Québec se trouve, semble-t-il, à une autre croisée des chemins.

Sur le front économique et politique, les soixante dernières années ont été le théâtre de l'édification, puis du démantèlement de ce que nous appelons aujourd'hui le « modèle québécois ». Ce démantèlement a été si rapide et brutal qu'il convient de s'interroger sur la solidité des fondations de cet édifice qu'on croyait construit pour durer. L'État social québécois n'aurait-il été qu'une parenthèse, un particularisme éphémère, voué à se dissoudre dans l'hégémonie libérale nord-américaine ? Les politiques publiques et les institutions créées dans la foulée de la Révolution tranquille étaient-elles prémunies contre les assauts du tournant néolibéral, ou le ver était-il déjà dans la pomme ? À l'heure de la crise écologique, sauront-elles résister aux bouleversements à venir, sans qu'il faille sacrifier les idéaux de justice sociale qu'elles incarnent ?

Sur les plans culturel et identitaire, entre les premiers échos du « Maîtres chez nous ! » et l'élection du gouvernement majoritaire de la Coalition avenir Québec, nous avons vu l'essor du mouvement souverainiste, puis ses défaites et, ultimement, son repli sur un esprit de province déprimant, qui dissimule mal son vieux fond bleu. Assistons-nous à un curieux retour du même, sur le plan des idées politiques ? Le souffle d'émancipation ayant marqué l'histoire politique du Québec dans la seconde moitié du xx^e siècle peine-t-il à trouver un prolongement rassembleur ? Si l'on regarde dans notre rétroviseur, on remarque que toutes les revendications exprimées à travers la société n'ont pas été considérées avec le même sérieux, au fil du temps. Comment éclairer ces angles morts ? Et s'il faut envisager le renouveau de l'élan d'émancipation né à l'aube des années 1960 au Québec, quel rôle le milieu intellectuel et artistique sera-t-il amené à y tenir ? S'intéresse-t-on encore à ce qu'il a à dire ? L'émergence des « industries culturelles », la mise en marché de l'art, l'invasion de la gestion dans les institutions censées soutenir la création et la réflexion ont-elles mis hors jeu ceux et celles par qui la subversion arrive ? Ou au contraire, le bilan est-il plus positif qu'il n'y paraît ? Peut-être réussissons-nous somme toute mieux à faire résonner les voix, à faire parler les marges ? Ce sont ces questions que nous vous convions à explorer avec nous dans ce premier numéro de notre diptyque entièrement consacré au soixantième de la revue. ● — La rédaction